



Table ronde "OU EN SONT LES THEORIES DE L'ACTION COLLECTIVE ?"

*

Appel à communications

Responsables scientifiques :

E. Agrikoliansky, CREDEP-Université Paris IX, agriko@noos.fr
O. Fillieule, IEPI- Lausanne/CRPS-Université Paris I, Olivier.Fillieule@iepi.unil.ch
I. Sommier, CRPS-Université Paris I, sommier@univ-paris1.fr

Longtemps relégués ou cantonnés à une place marginale, les mouvements sociaux et l'action collective sont devenus en l'espace de dix ans un objet central d'analyse pour la science politique française. Celle-ci a jusqu'à présent peu pris part aux débats théoriques venus pour l'essentiel, mais pas exclusivement, d'outre-atlantique (à l'exception de l'école tourainienne). Sa contribution a plutôt emprunté des chemins de traverse, issus par exemple de la sociologie de l'engagement partisan et du dialogue avec d'autres disciplines telles que l'histoire. Elle est récemment marquée par le développement des travaux empiriques sur la question.

Objet situé à l'interface de disciplines aux méthodes et aux concepts parfois hétérogènes (histoire, sociologie, anthropologie), l'action collective reste encore un espace de problématiques fragmentées que renforce, depuis presque vingt ans, la recherche de modèles explicatifs pluridimensionnels sur fond de critique et de dépassement des paradigmes longtemps dominants. La mosaïque des études de cas réalisées dans notre pays n'est cependant pas sans cohérence : des lignes de force se distinguent et des voies fécondes d'analyse s'esquissent. Une large réflexion, en forme de discussion critique, sur les instruments conceptuels aujourd'hui usités (carrières militantes, cadrage, répertoires d'action, structure des opportunités politiques) paraît par conséquent indispensable.

La structuration de la table ronde et le choix des interventions seront guidés par trois principes.

— Ouvrir un dialogue international entre chercheurs français, européens et américains. Dans un contexte d'internationalisation de la discipline, cette ouverture est d'autant plus nécessaire que les travaux français proposent une réflexion originale qui peut permettre de sortir des cadres aujourd'hui routiniers, et parfois répétitifs, des paradigmes dominants.

— Assurer la pluridisciplinarité en favorisant des interventions d'historiens, de sociologues, de psychologues et d'anthropologues, mais aussi en contribuant à développer un dialogue au sein même de la discipline en nouant un dialogue fécond avec d'autres branches de la science politique. Nous entendons y contribuer par cette table ronde en sollicitant aussi bien des études relatives aux processus de socialisation, aux politiques publiques, aux médias, à la construction des problèmes publics, etc.

— Asseoir les communications sur des réflexions et/ou des analyses méthodologiques. Les méthodes ont fait l'objet de peu de réflexions spécifiques dans le cadre de l'analyse des mobilisations. Les discussions conceptuelles ne peuvent pourtant faire l'économie d'une réflexion sur les outils empiriques. L'objectif principal de cette table ronde est en ce sens moins de réunir une collection de réflexions théoriques ou d'études monographiques, que de proposer une réflexion sur les instruments et les manières de faire qui articule systématiquement les discussions conceptuelles aux contraintes de la recherche de terrain.

Les contributions émanant de jeunes chercheurs seront particulièrement encouragées.

Quatre axes de réflexion articulés seront privilégiés. Ils constitueront 4 demi-journées de débats.

Atelier 1 : Ancrages sociaux et dynamiques de l'engagement individuel

Depuis une dizaine d'années, se multiplient les travaux mettant l'accent sur les logiques de l'engagement individuel, dans le contexte d'un regain de l'analyse biographique et du récit de vie. Nourrie par le réinvestissement des apports des travaux sur la socialisation politique d'un côté et de l'interactionnisme symbolique de l'autre, mais aussi par la poursuite des interrogations critiques sur les apports du choix rationnel, cette orientation s'appuie également sur une réflexion relative aux réseaux interindividuels, à l'articulation entre fréquentations militantes et sociabilité, entre sphères de vie et activités militantes, contribuant ainsi à poser de manière renouvelée la question des rétributions et des incitations.

Les contributions à cet atelier sont invitées à s'intéresser aux dimensions variées des carrières militantes, à travers notamment les dispositions et le poids des socialisations secondaires, la transformation des identités et la pluralité des acteurs, les effets de conversion et de socialisation liés à la militance, les conséquences biographiques de l'engagement, les logiques de la reconversion professionnelle de ressources militantes, etc.. Sera ici particulièrement encouragée l'attention portée aux poids des appartenances de classe et aux rapports sociaux de sexes, ainsi qu'aux problèmes théoriques et méthodologiques posés par l'articulation entre contexte et histoire individuelle, entre conditions objectives et raisons d'agir.

Atelier 2 : Dimensions symboliques de la construction des causes

Les modèles structuralistes longtemps dominants en sociologie des mouvements sociaux ont conduit, depuis une dizaine d'années, à l'émergence de critiques qui s'interrogent sur les médiations par lesquelles les acteurs éprouvent les contraintes sociales et s'y adaptent.

Les contributions de cet atelier sont invitées à revisiter les apports des théories mettant l'accent sur les identités individuelles et collectives, les idéologies et les croyances, les analyses en terme de cadres et de cadrage.

Dans cette perspective, sont particulièrement bienvenues les réflexions qui, d'une part, exploreront la dimension émotionnelle des processus de mobilisation, et qui porteront, d'autre part, sur les apports de la sociologie de la construction des problèmes publics et ceux de la sociologie des médias.

Atelier 3 : Répertoires d'action et diversité des formes d'organisation

La notion de répertoire d'action souligne à quel point le recours à la protestation politique s'apparente à une gestion de ressources rares. D'un point de vue diachronique, les modes d'action se caractérisent par une grande stabilité, ce qui rend d'autant plus remarquables d'éventuelles innovations. D'un point de vue synchronique, tous les groupes n'ont pas un égal accès aux formes d'action disponibles et, en fonction des ressources dont ils jouissent, choisissent ou se voient contraints de recourir à tels ou tels instruments de lutte. Parmi ces ressources, les formes d'organisation jouent un rôle central. C'est pourquoi cet atelier envisage de lier la réflexion sur les répertoires d'action à celle sur la structuration des collectifs.

Les contributions pourront, au-delà d'une réflexion théorique - pourquoi pas critique - sur un concept largement reconnu, se pencher plus particulièrement sur les logiques sous-tendant l'usage par les groupes de tel ou tel élément du répertoire, sur les dimensions d'une éventuelle transformation contemporaine des modes d'action (par exemple, transnationalisation, expertise, renouvellement des formes d'action directe, impact des NTIC), en lien avec les dynamiques organisationnelles (par exemple, professionnalisation et institutionnalisation, structuration en réseaux et revendications de démocratie participative).

Atelier 4 : Les mouvements sociaux dans l'espace politique

L'insistance sur les facteurs structurels de la mobilisation par la sociologie anglo-saxonne de l'action collective a conduit à faire de la notion de structure des opportunités politiques un concept clé dans l'explication de l'émergence, mais aussi du développement des protestations collectives. Suscitant une critique nourrie et multiforme, cette notion a fait l'objet de tentatives d'explicitation aussi nombreuses que variées de la part de ses promoteurs. En prenant ces débats comme point de départ, cet atelier entend explorer les possibilités de reformulation théorique du poids des facteurs politiques structurels et contextuels dans la détermination des chances de succès ou d'échec des mouvements.

L'accent sera mis sur les relations qu'entretiennent les groupes protestataires avec les différents secteurs de l'Etat et avec l'ensemble des forces sociales et politiques actives dans l'espace des mobilisations (partis, syndicats, secteur associatif, entreprises, etc.). Il s'agit de placer au centre de la réflexion la question, encore peu explorée, de l'articulation entre action collective, agendas et politiques publiques d'une part, entre représentation des intérêts, expertise et mobilisation d'autre part.

Les propositions doivent être transmises par e-mail aux trois organisateurs **au plus tard le 1 novembre 2004** : elles devront en deux ou trois pages exposer de manière explicite l'objet, l'argumentation développée et la nature des matériaux utilisés. Les auteurs sélectionnés seront informés au plus tard le 15 novembre 2004 et devront remettre une première version du texte complet de leur communication le 15 avril 2005 (pour des raisons liées à l'édition d'un CR-ROM de l'ensemble des textes présentés au congrès).

Les communications pourront être rédigées et présentées en anglais ou en français. Dans la perspective d'une valorisation efficace des travaux présentés, les contributions écrites ne devront pas excéder 50.000 signes, espaces et notes compris. La bibliographie se présentera en bas de page.

Contact :

Isabelle SOMMIER

Directrice du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS)

Université Paris I. Département de Science politique

14, rue Cujas

75231 Paris cedex 05

01.40.46.28.28 (Tél.) 01.40.46.31.65 (Fax)